

TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

**A
L
G
E
R
I
E
N
N
E**

- **LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES**
- **LA CONSTITUANTE
SOUVERAINE**

SOMMAIRE

- ALGERIE : *Grèves de Masse contre le pouvoir*
- *DECLARATION DU C.L.T.A.*
- *KABYLIE, ALGER*
leurs faits, leur interprétation
- *LE COMBAT POUR LE SYNDICAT INDEPENDANT ET DEMOCRATIQUE
LE COMBAT DE L'A.S.E.A.P*
- *DOCUMENT : Lettre ouverte des étudiants de TIZI OUZOU*
- *HALTE à la REPRESSION SANGLANTE EN TUNISIE*

4^F

CORRESP^{CE} SELIO

87. rue du Faubourg S^t. Denis 75010 Paris

n° 24

MAI 1980

ALGERIE : GREVES DE MASSE CONTRE LE POUVOIR.

Le 10 Mars, les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou invitent l'universitaire et romancier Mouloud Mammeri à tenir une conférence sur la poésie kabyle ancienne. La conférence est interdite par le wali de Kabylie sans que les motifs soient formulés, de la manière sournoise et hypocrite qui est la marque même de ce régime d'oppression, né du putsch du 19 Juin 1965 et qui se réclame du socialisme, des libertés, de la démocratie, du droit des peuples à l'autodétermination : coup de téléphone anonyme dans la nuit pour signifier à M. Mammeri d'annuler sa conférence, barrages de police à Drâa Ben Khedda puis refoulement sur Alger de l'écrivain qui avait persisté dans son entreprise.

L'arbitraire de cette mesure a été considéré comme une véritable provocation par le millier d'étudiants qui attendait dans le calme, à l'université de Tizi-Ouzou, le début de la conférence.

Refusant ce nouveau "fait accompli", - un récital du chanteur kabyle Aït Menguellet avait été interdit sans explication en 1978, une pièce de Kateb Yacine "la guerre de deux mille ans" en 1980- les étudiants organisèrent une marche massive d'étudiants auprès du wali.

Ils exigent :

"-le rétablissement de la conférence

- le rétablissement dans ses droits légitimes de la langue et de la culture berbère

- le respect des franchises universitaires

- le respect des libertés au sein de notre université".

Le mouvement fait tâche d'huile. Les lycéens déclenchent la grève et manifestent à l'Arbâa-Nath-Irathen (ex Front National), à Azazga, Aïn-el-Hamman (ex-Michelet)...

Le pouvoir réagit en procédant à des arrestations de militants "berbéristes", menacés d'inculpation "d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat" (la poésie berbère ancienne est donc si dangereuse pour "l'Etat socialiste?"), et à celle de 70 lycéens à Drâa-el-Mizan. En vain. Le mouvement gagne Alger. Le 16 Mars, une manifestation d'étudiants est sauvagement réprimée rue Larbi Ben Mhidi.

En même temps qu'il se développe, le mouvement se structure : comités de cités et de faculté, liaisons entre étudiants d'Alger et de Tizi-Ouzou.

Le 7 Avril, un millier de manifestants se regroupent place du 1er Mai, dans le centre de la ville, derrière des banderoles proclamant "culture populaire", "liberté d'expression", "démocratie culturelle".

"Les policiers sont intervenus très rapidement, dès le départ du cortège. Agissant avec une grande brutalité, ils l'ont coupé en

"deux, isolant une centaine de jeunes qu'ils ont embarqué, avec

"forces coups de matraques, dans les fourgons. Parmi les étudiants

"appréhendés se trouvaient un grand nombre de responsables, membres

"de comités de cités ou de facultés. Les autres manifestants, maintenus

"à distance et criant : "policiers assassins", se sont alors réfugiés

"à l'Université au coeur de la ville, où ils ont tenu tout l'après-

"midi une assemblée générale. Ils ont décrété une grève des cours

"tant que leurs camarades ne seraient pas libérés." (Le Monde 9 Avril).

Le 8 Avril le pouvoir reculait. Il libérait la centaine d'étudiants interpellés et se gardait d'intervenir à la Faculté du centre ville où se tenait un meeting.

Le compte-rendu fait par le correspondant du "Monde" est fort instructif : revendication du "droit à l'expression", d'une "véritable culture populaire" et de la "prise en considération par le pouvoir de la diversité culturelle et la pluralité des langages arabe, algérien, kabyle, châoui ou mozabite qui font la richesse du pays", "syndicat étudiant démocratique et représentatif", constitution d'un "comité de coordination", "élaboration d'une plate-forme".

Chadli allait réagir par la répression, une campagne de calomnies et la mobilisation du parti unique et des organisations de "masse" qui lui sont inféodées : l'UGTA, l'UNPA (paysans), l'UNFA (femmes), L'UNJA (jeunesse).

Reprenant des méthodes employées par les services psychologiques de Massu, le pouvoir organise le 10 Avril à Tizi-Ouzou un "rassemblement populaire" avec des centaines de manifestants étrangers venus à la ville pour scander :

"L'Islam est notre religion, la Charte notre document idéologique,
"la Constitution notre arme, Chadli Bendjedid notre président, l'
"Algérie est un seul peuple, une seule nation, une seule langue, un
"seul parti, le FLN".

Considérant la démonstration du pouvoir comme une provocation, préparant à une étape la répression, le "Comité" pour le soutien aux étudiants et professeurs de Tizi-Ouzou, appela à la grève pour la réhabilitation du patrimoine culturel berbère, les libertés d'expression et d'information...

La grève du 16 Avril "a été totale en Kabylie" écrit Le Monde du 18 Avril :

"La population de la grande cité kabyle a totalement cessé le travail
"mercredi 16 Avril toute la journée. Impossible de trouver dans la
"plus petite des ruelles le moindre rideau de fer qui ne soit baissé.
"Tous les magasins étaient fermés, y compris les restaurants, les cafés
"et les stations services. Les chantiers étaient également arrêtés, et
"les travailleurs de l'ECOTEX, chargés de réaliser l'extension de l'
"Université, avaient abandonnés grues et bulldozers.

"Le mouvement n'a pas épargné les principales usines de la région, et
"notamment le complexe textile de Drâa Ben Khedda, distant de 10 kilo-
"mètres et qui emploie 4 000 ouvriers, et celui de la Sonelec (électro-
"nique) qui en occupe 1 000. Dans cette entreprise l'arrêt de travail
"a même commencé de façon prématurée à la suite de l'interpellation de
"distributeurs de tracts, membres du personnel de l'usine. Les travail-
"leurs ont immédiatement débrayé et ont menacé d'occuper leurs ateliers
"si leurs camarades n'étaient pas relâchés, ce qui a été le cas peu
"après".

"... Dans l'ensemble, la rue était livrée à la population, qui n'en a
"d'ailleurs pas abusé, aucun désordre n'ayant été signalé".

Le mouvement a débordé le cadre de la Kabylie. Le correspondant du "Quotidien de Paris" du 18 Avril indique que plusieurs villes ont envoyé "des messages de soutien, par voie de leurs étudiants aux grévistes de Tizi-Ouzou", à Alger la SONACOME (métallurgie) et la SONITEX (textile) auraient été touchées par des grèves. Quant à l'UNJA "une scission- fait sans précédent- est née à la suite d'une motion minoritaire adressée par des "dissidents" aux étudiants de Tizi-Ouzou".

Le 17 Avril, le ministre de l'Enseignement supérieur algérien somme les étudiants et professeurs de cesser la grève à partir du 19.

Réunis en Assemblée Générale, les étudiants ont rejeté à l'unanimité cette mise en demeure, exigeant la libération de leurs camarades emprisonnés, "la cessation des tracasseries policières, filatures, intimidation, contrôles d'identité injustifiés, interpellations arbitraires". Dans la nuit du 19 au 20 Avril, l'armée organise le blocus de la Kabylie et les forces de répression pénètrent dans l'Université et l'hôpital pour en chasser les grévistes.

La résistance est très vigoureuse. D'après "Le Monde" du 24 Avril, les divers témoignages recueillis "confirment notamment la violence des affrontements qui se seraient déroulés à l'usine SONELEC (société nationale d'électricité) où des heurts entre policiers et ouvriers auraient fait de nombreux blessés, dont certains graves. Les ouvriers, qui auraient proclamé leur solidarité avec les étudiants et les enseignants en grève pour réclamer avec eux la reconnaissance de la langue et du patrimoine berbère, auraient manifesté à la suite de l'occupation par la police du campus Hassnaoua et de la cité universitaire d'Oued-Aïssi et auraient livré aux forces de l'ordre une véritable bataille rangée".

Comment en est-on arrivé là? Pourquoi l'interdiction d'une conférence sur la poésie berbère antique a t'-elle servi de détonateur au mouvement des étudiants, qui, appuyés par les travailleurs et toute la population ont organisé la grève générale en Kabylie contre le pouvoir? Pourquoi le "démocrate" Chadli a t'-il tiré sur les étudiants et les travailleurs?

LES CAUSES PROFONDES DES MANIFESTATIONS DE TIZI-OUZOU.

Nous reviendrons sur les accusations formulées par les dirigenats sur le "berbérisme", "la manipulation du mouvement par certaines officines et organisations installées en France", "les atteintes à l'unité et à l'intégrité du pays".

Rappelons que c'est le colonialisme qui a inventé le "berbérisme" et a dressé systématiquement les arabophones et les berbérophones, afin de mieux les asservir. Après la guerre contre Abdel Kader et l'expropriation des meilleures terres, dites vacantes, parce que collectives, le colonialisme s'est acharné à détruire les communautés villageoises et leurs institutions (Kabylie, Aurès, Constantinois...) parce qu'elles constituaient des obstacles décisifs à l'extension de la colonisation. L'administration et l'armée purent exproprier et séquestrer, refouler et cantonner, ils ne parvinrent jamais à les désintégrer. Rappelons que ces régions ont fourni en masse des militants et des cadres au mouvement nationaliste et à la révolution algérienne. Et que l'entreprise tentée par le pouvoir actuel, de détruire la culture algérienne, dont les composantes en partie distinctes, mais qui parce qu'elles se sont développées dans un même cadre, se sont interpénétrées, l'arabe algérienne et la berbère (chaouia, kabyle, mozabite) est totalement vouée à l'échec.

Passons à l'analyse des causes.

1) Les centres universitaires de Tizi-Ouzou comme ceux de Constantine, de Sétif, Tlemcen, Batna, Mostaganem..., ne sont pas le produit de la politique "culturelle" d'un pouvoir qui a enchaîné l'Algérie à l'impérialisme, et par suite son Université qui lui est totalement rattachée (réforme Ben Yahia d'américanisation de l'Université), mais de la lutte des masses qui depuis l'indépendance ont combattu avec acharnement pour le droit à l'enseignement pour leurs enfants.

En Kabylie, dans les Aurès ..., la lutte a été menée avec d'autant plus de détermination que le pouvoir mis en place depuis 1962 s'est révélé non seulement incapable, parce que bourgeois, de résoudre les problèmes hérités de la colonisation : la satisfaction des besoins sociaux des masses, la réforme agraire, les libertés démocratiques, la suppression des disparités régionales (opposition entre la région côtière, urbanisée, industrielle et les régions sous développées de l'intérieur), mais qui les a aggravés par l'intégration étroite de l'Algérie dans le marché mondial dominé par l'impérialisme américain qui a spécialisé l'Algérie dans la production exclusives des hydrocarbures dont il s'est assuré le contrôle avec les experts financiers de la Banque Mondiale, du FMI... C'est parce qu'ils ont conscience que la création de centres universitaires est le résultat de la lutte des masses, que les étudiants des régions de l'intérieur défendent avec acharnement leur Université contre le pouvoir bourgeois qui saccage le pays.

2) A Tizi-Ouzou, en trois ans d'existence, l'Université a connu trois grèves importantes. A la mi-novembre 1979, les étudiants posent leurs revendications : des salles de travail, une bibliothèque, des enseignants, des photocopies, des foyers, des transports, l'amélioration des repas, des chambres. Le pouvoir intervient avec ses méthodes habituelles : intimidations policières, calomnies; dénonciation d'une "grève berbériste"... La riposte est immédiate et massive : les étudiants occupent le centre, installent des piquets de grève massifs et imposent après un mois de lutte la reconnaissance de leur délégation élue qui obtient des garanties pour que les problèmes posés soient réglés.

Cette grève, par son contenu, son caractère et ses résultats n'a constitué, tout comme celle de Constantine ou d'Alger, que l'une des composantes d'un mouvement général unifié et parfaitement contrôlé par la masse des grévistes, celui mené par les étudiants depuis la rentrée 1979 et qui à Alger, a posé nettement la question du syndicat étudiant démocratique et indépendant. Un mouvement qui s'est nourri des luttes menées à l'Université depuis 1976 et qui s'appuie lui-même sur les victoires des la classe ouvrière (grèves de Mai-Juillet 1978, grève générale des P et T de Juillet 1979) contre le régime de Chadli.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est le sérieux, l'organisation, l'unité et la maturité des étudiants de Tizi-Ouzou, qui, prenant appui sur la grève victorieuse du complexe textile de Drâa Ben Khedda, a arraché les revendications et imposé la délégation élue des grévistes comme seule représentation des étudiants, posant un jalon supplémentaire dans la voie menant au syndicat étudiant indépendant et démocratique.

3) La détermination des étudiants de Tizi-Ouzou, comme ceux de Constantine, Sétif, Batna ... s'est trouvée renforcée par le caractère donné par le pouvoir au 25^{ème} anniversaire de la révolution algérienne : ignorance et mépris total pour ces régions (Kabylie, Aurès, Constantinois) qui avaient été le berceau et les bastions de la révolution exprimant la volonté des dirigeants qui ont confisqué la révolution d'effacer de la mémoire de millions d'algériens, et en particulier dans ces trois régions où s'est exercée la répression la plus sauvage, ces pages glorieuses de leur histoire, de celle de tout le peuple algérien. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les événements de Mars-Avril.

LA LUTTE DES ÉTUDIANTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER.

La colère des étudiants a éclaté à partir d'un fait précis : l'interdiction faite à M. Mammeri de tenir une conférence sur la poésie berbère ancienne.

La première intervention massive auprès du wali pour qu'il revienne sur sa décision ne revêtait à ses débuts que le caractère d'une protestation contre une mesure arbitraire, une insulte aux étudiants qui avaient infligé une défaite au pouvoir en Novembre-Décembre 1979. Le pouvoir pensait pouvoir s'attaquer impunément aux étudiants, parce qu'il s'agissait d'une revendication culturelle et qu'il estimait pouvoir dresser les étudiants arabisants (littéraire) contre les berbérisants. Le défi fut relevé par les étudiants, mais en élargissant le débat, en liant entre elles les revendications du droit à la culture berbère à toutes les revendications démocratiques (libertés d'information, d'expression...) les étudiants ont transformé la bataille lancée par le wali contre les "berbères" en une riposte massive des étudiants et des masses, culminant avec la grève générale de Kabylie contre le régime de l'arbitraire.

Il apparaît donc que la revendication du "droit à la culture berbère" ne constitue que l'expression particulière d'une revendication plus générale, qui est celle de millions d'algériens : le droit à une langue, une culture, une histoire nationale, le droit à une identité algérienne, dans la diversité des populations, de ses parlers, de ses sensibilités. Il s'agit là d'une revendication légitime, qui prend sa place dans le programme démocratique (libertés d'expression, d'association, liberté syndicale, ...) pour lequel Tribune Algérienne et des millions d'algériens combattent. Le pouvoir a cherché à mener la bataille sur un terrain miné. Il s'agissait de chercher à casser le mouvement étudiant, qui depuis un an s'oriente vers la création d'un syndicat démocratique et indépendant, en dressant les uns contre les autres les étudiants : "les islamiques" contre les laïcs, les berbérophones contre les arabisants, ceux de l'Ouest contre ceux de l'Est, les algérois contre les provinciaux, ceux d'Algérie contre les émigrés...

Mais les étudiants ont déjoué le piège.

1) En liant la question de la langue et de la culture berbère à celle de l'arabe algérien.

2) En se situant fermement sur le terrain des revendications démocratiques : "droit d'expression", "droit à la culture", "syndicat étudiant démocratique et représentatif".

Ainsi ces propos d'un étudiant, reproduits dans "Le Monde" du 11 Avril.

"Ce qui inquiète les autorités, c'est notre revendication pour la "liberté d'expression, d'opinion, de pensée et de conscience. Le "berbère, dans ce cadre, n'est qu'un aspect de notre lutte".

3) En contrôlant vigoureusement leur mouvement : élections par les assemblées générales de délégués, organisation des comités d'amphis et de faculté, coordination, occupation de la Faculté, piquets de grève. De ce fait les tentatives entreprises par le pouvoir pour dévoyer le mouvement, pour mieux le réprimer, à une autre étape, ont échoué.

4) En appelant les travailleurs et la population de toute la Kabylie, mais aussi de la capitale et de nombreuses villes de toutes l'Algérie qui ont apporté leur soutien.

Placée dans ce cadre, la lutte des étudiants de Tizi-Ouzou est, comme celle des étudiants arabisants exigeant un emploi qualifié, de celles des étudiants de Sciences-Economiques d'Alger, partie composante du combat pour le syndicat étudiant indépendant et démocratique dont la création de l'ASEAP (Association Syndicale des Etudiants Algériens de Paris) par le Collectif issu de la Conférence de Paris d'Avril 1979 marque une étape importante (voir article).

Placée dans ce cadre, la lutte qui se mène est l'un des facteurs qui accélère la crise des institutions mises en place par Boumédiène (APC-APW, Assemblée Populaire (APN) qui, parce qu'elles procédaient de la dictature et non pas des masses, n'ont jamais constitué que des cadres vides : les APC et APW ont été incapables de résoudre le moindre des problèmes au niveau local ou régional (logement, transports, ravitaillement, contrôle des prix...) l'APN n'est qu'un forum où des béli-béli distingués discutent gravement- et avec quelle compétence- de textes déjà adoptés par la Présidence.

C'EST LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE QUI MURIT.

Le développement de la lutte des classes, à partir de 1977, amplifié avec les grèves de 1978 a amplifié la crise de l'ensemble des institutions bonapartistes : le FLN et les organisations de "masse" qui lui sont subordonnées (UNPA-UNFA-UNJA) ont été laminées, l'UGTA devenue de plus en plus, par le fait de la politique de sa direction désignée par le FLN, une organisation incapable de discipliner les travailleurs, de leur imposer le volontariat, le statut du travailleur, ou de les encadrer dans les structures corporatistes de la Gestion Socialistes des Entreprises (GSE). C'est en outre tout l'édifice de la pseudo révolution agraire (CAPCS, COFEL, CAPRA) qui a volé en éclat, tandis que sont affaiblies les structures administratives.

La mort de Boumédiène, clé de voûte de tout le système, a ouvert une brèche au sein de l'appareil d'Etat, que Chadli n'est jamais parvenu à colmater. La crainte des masses a imposé aux dirigeants de taire les divergences qui s'étaient exprimées au Congrès du FLN et de réaliser une unanimité de façade au sein du gouvernement et du parti unique, mais dans les coulisses les requins se déchirent. C'est que l'horizon 1980 que Boumédiène annonçait comme étant celui de la prospérité est là et ce qui apparaît, c'est ce que "El Moudjahid" a été contraint d'avouer en Septembre, à savoir que la catastrophe économique était imminente.

C'est l'aveu que la politique menée par les dirigeants de la SONATRACH (Abdesselam Ghazali) mais acceptée par Boumédiène et toute l'équipe dirigeante actuelle, a abouti à l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme avec pour conséquence : la ruine du pays, le saccage de l'agriculture, l'absence d'équipements sociaux, l'incapacité de régler les problèmes de la vie quotidienne.

Les discussions qui se mènent dans le secret des cabinets sur les orientations du prochain plan économique, et cela depuis deux ans, expriment les profondes divergences entre la clique liée à l'impérialisme américain, qui contrôle directement ou indirectement une large part de l'économie algérienne, et ceux qui cherchent à se dégager de cette tutelle, par crainte d'une situation à l'iranienne, pour s'inféoder à l'ancien colonisateur (voyage de Ben Yahia à Paris).

Qu'il s'agisse de l'impérialisme américain qui entend continuer à piller le pays (la rupture des relations avec la société El Paso a permis à la presse de révéler à quelles conditions avantageuses s'effectuait la vente du gaz aux USA), du FMI ou de la Banque Mondiale qui détiennent de lourdes créances ou de l'impérialisme français qui exige une place privilégiée sur le marché algérien, une garantie pour les investissements qu'il effectuera et des conditions de rentabilité pour ses capitaux, comparables à ceux qu'il place au Gabon ou en Tunisie... tous exigent de Chadli qu'il inflige une défaite décisive aux masses.

Certes Chadli s'emploie à montrer le visage de la fermeté et il prend des mesures énergiques : il transforme encore plus l'UGTA en un noyau du FLN, il entend appliquer le statut du travailleur et la nouvelle politique des salaires, liant le salaire à la productivité du travail, il s'efforce de faire jouer aux institutions de la Charte, au FLN, au gouvernement et à l'Assemblée Populaire un rôle effectif, il a déployé son armée et tout son appareil répressif en présence de l'envoyé spécial de Carter Brzezinski, il s'est livré à une répétition générale en Septembre-Octobre en quadrillant Alger et les principales villes par sa police, pour "lutter contre les maux sociaux" ... mais il n'a pas les moyens politiques de donner une réalité à ces mesures qui ne s'appliquent pas, d'intimider les masses et de leur imposer les mesures décidées par l'impérialisme. Ainsi, alors que FMI exige le non soutien aux produits de première nécessité, Chadli a dû consacrer en 1979, 35 milliards de centimes pour soutenir le prix du sucre, 10 milliards pour le café, 30 pour le ciment. Et en 1980, c'est 195 milliards qui sont prévus pour soutenir les prix. (L'économiste du Tiers Monde, Avril 1980).

La crise économique mondiale, qui frappe durement l'Algérie, totalement dépendante dans tous les secteurs du marché mondial, accentue la désagrégation des structures économiques, introduisant une crise permanente au sein de l'équipe dirigeante, crise aggravée par l'incapacité d'infliger une défaite à la classe ouvrière.

Dans ce processus de la marche continue à la dislocation des institutions et à la montée de la classe ouvrière et des masses, les manifestations des étudiants de Tizi-Ouzou et d'Alger et la grève générale de Kabylie qui est la première grève de masse depuis l'indépendance marque une étape importante.

Elle intègre l'ensemble des combats de la classe ouvrière depuis la grève de la RSTA de 1972 et de celle de Kouba (SNS) de 1974, les grandes grèves de Mai-Juillet 1977, la grève générale des cheminots, dockers et P et T de 1979, les luttes des étudiants, celles des travailleurs boycottant les structures de la GSE et celles des paysans désertant les organismes de la pseudo révolution agraire et l'UNPA, celles des jeunes désertant l'UNJA...

C'est parce qu'il s'agit d'une grève de masse qui s'attaque aux fondements mêmes de ce régime bourgeois imposé par la force à la classe ouvrière et au peuple algérien- et non pas une répétition de la crise kabyle de 1953 qui s'inscrivait dans le cadre de la bataille des différentes fractions du FLN pour s'emparer du pouvoir.

Elle met à l'ordre du jour la question des syndicats ouvriers et étudiants indépendants de l'Etat et du parti, la question des libertés démocratiques et l'ensemble des tâches non réglées : la réforme agraire, la satisfaction des besoins sociaux des masses, l'achèvement de la "constitution" de la nation au sens révolutionnaire du terme, c'est-à-dire, sa libération des liens de dépendance envers l'impérialisme, la représentation du peuple tout entier qui s'exprime dans le mot d'ordre :

- CONSTITUANTE SOUVERAINE
- GOUVERNEMENT RESPONSABLE DEVANT ELLE
- SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANTS, LES ENSEIGNANTS, LA POPULATION DE KABYLIE
- À BAS LE RÉGIME DE L'ARBITRAIRE
- LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
- ÉLECTIONS AU SUFFRAGE UNIVERSEL ET DIRECT D'UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE.

Le 24 Avril 1980.

**DECLARATION
DU COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS (CLTA)
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)**

**VIVE LA GREVE GENERALE
DE LA POPULATION KABYLE !
VIVE LA LUTTE
DES MASSES TRAVAILLEUSES !
A BAS LE REGIME DE L'ARBITRAIRE !
ASSEMBLEE CONSTITUANTE
SOVERAINE !
GOUVERNEMENT
RESPONSABLE DEVANT ELLE !**

C'est aux cris de : « Nous en avons assez de l'injustice ! », « Le berbère est notre langue ! », que le 11 mars 1980 plusieurs centaines d'étudiants, de lycéens, de jeunes ont manifesté et marché pendant deux heures à Tizi Ouzou : les banderoles proclamaient : « Halte à la répression culturelle ! », « Culture berbère, culture algérienne ! ».

Le 16 mars, les manifestations et grèves de lycéens se multiplient dans toute la Kabylie : à Draa El Mizan, à Azazga, à Ain El Hammam (ex-Michelet) et à Larbaa Nath Irathen (ex-Fort national).

7 avril : manifestation d'un millier d'étudiants à la place du 1^{er} mai à Alger, dont les banderoles procla-

maient « Culture populaire », « Liberté d'expression », « Démocratie culturelle », « Le berbère n'est-il pas une langue algérienne ? »

Mercredi 16 avril : c'est la grève générale dans toute la Kabylie. Toute une population : ouvriers, paysans, employés, femmes, jeunes, petits commerçants, a fait la démonstration de son unité et de sa solidarité.

Le pouvoir fut contraint d'ailleurs de réduire ce jour-là au strict minimum la présence des forces de police : les barrages devant l'Université durent être levés : toute la journée, la rue appartient aux grévistes et à la population.

Un mouvement unanime

Mais pourquoi ce mouvement a-t-il pris une telle ampleur, une telle unanimité malgré la répression engagée par le régime ? Il faut rappeler les faits que les étudiants eux-mêmes ont décrits dans une lettre ouverte adressée à toutes les autorités officielles du pays :

« L'année 1977-1978 : le comité de cité de Tizi Ouzou a invité le chanteur kabyle Aït Menguellet ; celui-ci s'est vu interdire de chanter sans aucune explication. L'année 1978-1979 : le 19 mai 1979, la troupe théâtrale de la cité s'est vu interdire la représentation de la pièce de Kateb Yacine « La Guerre de deux mille ans ». La même pièce a subi le même blocage le 14 janvier avec menaces contre les acteurs.

Le comité de cité a invité M. Mammeri pour donner une conférence « poèmes kabyles anciens », le 10 mars à 14 heures. Malgré les obstructions du directeur de la cité universitaire, plus d'un millier de personnes attendent dans le calme le début de la conférence.

A 13 h 30, M. Mammeri est arrêté à Draa Ben Khedda, et conduit au siège de la wilaya. Prétextant des troubles éventuels, le secrétaire général de la wilaya, M. Diar, prie M. Mammeri de retourner chez lui. »

Voilà les faits dans toute leur netteté. Et les étudiants poursuivent : « Cet acte a provoqué le 11 mars 1980 une marche massive des étudiants à laquelle se sont joints des enseignants. »

Dénonçant : « l'interdiction de la conférence », « la répression contre la culture berbère », « les abus de pouvoir du Wali et du CNP du FLN », « le quadrillage policier de l'Université », les étudiants exigent « le rétablissement dans ses droits légitimes de la langue et de la culture berbère », « le respect des franchises universitaires », « le respect des libertés démocratiques au sein de notre université ».

A ces revendications légitimes et normales, le régime du colonel Chadli répond par le déploiement des forces de police, de la sécurité militaire et par l'arrestation de lycéens, d'étudiants, de travailleurs.

Par la presse, la radio et la télévision aux ordres, le régime développe une campagne d'intoxication et de dénonciation sur « l'agitation de groupuscules dans les universités de Tizi Ouzou et d'Alger ».

Le « meeting organisé » à Tizi Ouzou, véritable provocation, permet au chef du secteur militaire, au Wali et au CNP du FLN de calomnier à qui mieux mieux les étudiants, les lycéens, la jeunesse et la population de la région et assimilent leur action à « de vaines tentatives de la réaction », « ceux qui gardaient la nostalgie du passé, vivant à l'étranger et manipulés par les milieux impérialistes », « ceux qui tentent, de connivence avec les alliés du colonialisme, de commettre les plus basses manœuvres sous de multiples masques ».

Que de haine ! Que de venin ! à l'encontre de toute une région, de toute une population laborieuse et d'une jeunesse qui a soif de vivre !

Tout citoyen honnête, tout travailleur, tout paysan, tout jeune est en droit de se poser la question, cette ques-

tion : vouloir étudier, vouloir parler sa langue, connaître son histoire nationale, connaître son passé culturel, vouloir préserver sa langue maternelle, que l'impérialisme français n'a pu liquider en 130 ans de colonialisme, est-ce être réactionnaire ? Est-ce remettre en cause l'unité du pays ? Est-ce être manipulé par l'impérialisme ?

Non, ces revendications sont légitimes !

Au nom de quoi, de quel droit les dirigeants actuels, qui se sont emparés du pouvoir par la force en 1965, prétendent-ils interdire aux Algériens de parler leurs langues ?

L'arabe algérien (dialectal), la langue de l'Emir Abdel Kader, n'est-elle pas la langue maternelle de millions d'Algériens ?

Le berbère n'est-il pas la langue originelle des peuples du Maghreb dont Ibn Khaldoun, dans son « Histoire des Berbères » a raconté l'histoire ? N'est-il pas la langue de millions de combattants qui ont lutté contre l'impérialisme ?

Ce qui continue aujourd'hui, c'est le combat du peuple algérien, que craignent ceux qui calomnient, ceux qui répriment, ceux qui emprisonnent.

C'est cela qui a fait dire à un étudiant : « *En fait, ce qui inquiète les autorités, c'est notre revendication pour la liberté d'expression, d'opinion, de pensée et de conscience. Le berbère, dans ce cadre, n'est qu'un aspect de notre lutte.* »

Le combat du peuple algérien contre l'impérialisme français, toujours ancré dans la conscience des masses,

n'avait-il pas pour but de liquider l'oppression nationale, l'exploitation capitaliste, et d'arracher le pain, la terre et la liberté ?

N'avait-il pas pour but d'ériger une nation algérienne souveraine indépendante, donc démocratique, vivant par là-même dans le libre débat, avec toutes les libertés d'expression, d'opinion, d'organisation, dans le recouvrement de toute sa richesse culturelle ?

L'histoire du peuple algérien — de la guerre révolutionnaire — menée par les masses algériennes, est toujours vivante ; le fait que près de 20 % de la population, près de quatre millions d'hommes veulent librement parler leur langue, l'étudier, l'enrichir, n'est-ce pas faire honneur à ceux qui se sont sacrifiés pour expulser le colonialisme français d'Algérie ?

Oui, les revendications avancées par la jeunesse, par toute la population, sont légitimes. La grève générale du 16 avril, de toute la population kabyle, de toute la région, soutenant les revendications, signifie qu'il faut que cesse la répression, que soient libérés les emprisonnés, que le droit à la culture berbère soit rétabli, que les libertés démocratiques soient rétablies.

Le peuple algérien doit décider

Ces revendications s'intègrent dans la revendication générale de tout le peuple algérien, dans sa volonté d'en finir avec le régime de l'arbitraire, de décider librement de son sort : Assemblée constituante souveraine garantissant les droits de tous et désignant un gouvernement responsable devant elle !

Une Assemblée constituante exprimant la volonté de la majorité, c'est-à-dire des millions d'exploités et d'opprimés des villes et des campagnes, les ouvriers, les paysans, les chômeurs, les étudiants, les petits commerçants.

Le Comité de liaison des trotskystes Algériens (CLTA), qui combat pour la construction du parti révolutionnaire des travailleurs Algériens, section de la IV^e Internationale, le CLTA qui combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour l'unité des peuples du Maghreb contre l'impérialisme et les gouvernements qui lui sont soumis, déclare :

Vive la grève générale des masses travailleuses, de la population kabyle !

Solidarité des masses travailleuses, de la jeunesse de tout le pays !

Solidarité des organisations ouvrières et démocratiques contre la répression, pour la libération de tous les emprisonnés !

Liberté d'opinion, d'expression, d'organisation !

Indépendance du syndicat à l'égard de l'Etat !

Droit à la culture, droit aux études, droit de parler, d'écrire, d'étudier sa propre langue !

A BAS LE REGIME DE L'ARBITRAIRE !

Le peuple algérien doit décider, il décidera :

ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE ! GOUVERNEMENT RESPONSABLE DEVANT ELLE !

Alger, le 18 avril 1980.

REUNION - DEBAT

SAMEDI 26 AVRIL 1980 A 15 H

AU 87, RUE DU FG ST-DENIS PARIS X^e

métro Château d'Eau ou gare de l'Est

KABYLIE, ALGER...

Les faits et leur interprétation

Depuis les premières manifestations, qui ont suivi l'interdiction de la conférence de M. Mammeri, la presse française, quotidienne, à l'exception de l'organe du P.C.F. "L'humanité", toujours favorable au régime des Colonels d'Alger et hebdomadaire, ont largement rendu compte de la situation politique en Algérie.

Là encore une exception, l'organe de la ligue communiste (L.C.R.) qui a préféré ignorer la grève générale en Kabylie pour ne pas se trouver en opposition totale avec l'organisation algérienne du secrétariat unifié, le groupe communiste révolutionnaire d'Algérie (G.C.R.) qui, dans son bulletin N° 3 de décembre 79, s'était prononcé "pour une arabisation progressive et totale" "pour des mesures concrètes immédiates !"

L'intérêt de la presse française tient au fait que la question algérienne reste encore vivante dans la vie politique d'un pays qui possède un million de rapatriés pieds noirs, un million d'algériens immigrés et trois millions de soldats du contingent, qui ont été expédiés de 1956 à 1962, en Algérie, sans parler des institutions actuelles de la 5ème République qui portent la marque du 13 Mai 1958.

L'intérêt tient surtout au fait de la politique du pouvoir actuel, entièrement approuvée par G. MARCHAIS et le P.C.F., dont les fondements posés en mars 1975 (voyage de Giscard d'Estaing à Alger) ont été étayés avec le voyage de J.F. Poncet en Algérie en Juin 1979 et celui de BenYahia à Paris en Janvier 1980 ; Dans cette politique l'Algérie occupe une phase de choix.

-Fournisseur de pétrole et de gaz en contrepartie d'investissement et de débouchés pour les entreprises françaises (ciment, agriculture, pharmacie, automobile et transports...), chassés des marchés internationaux par la concurrence des E.U., de la R.F.A. ou du Japon.

-Caution "Anti-impérialiste" pour la politique néo-coloniale de la France en Algérie, qu'il s'agisse de la Tunisie, où l'intervention de l'armée française, pour éviter l'effondrement du régime bourguibiste, n'a provoqué que des froncements de sourcils, de la part de Chadli, qu'il s'agisse du Tchad, du Gabon et de toute l'ancienne Afrique noire coloniale.

-Caution "révolutionnaire" pour la politique pétrolière de la France au Moyen Orient.

Il est nécessaire d'indiquer l'importance des accords conclus en Janvier et l'état des relations économiques et politiques entre l'Algérie et la France pour une "lecture" de la presse française, à propos de la situation politique en Algérie, en Mars-Avril. C'est Ben Yahia, lui même, qui au "Club de la presse" "de la station de radio "Europe N°1 déclare :

"Le premier résultat de ma visite, le plus important sans doute avait-il précisé, c'est que nous avons convenu de créer six commissions de travail pour étudier l'ensemble des contentieux qui existent entre l'Algérie et la France.

C'est un travail énorme qui va être fait. Il faut souligner que dans ces commissions, aucun sujet ne sera mis de côté. Nous allons embrasser l'ensemble des problèmes qui ont constitué un contentieux entre les deux pays. Nous avons fixé une sorte de calendrier pour pouvoir au bout d'une certaine période, c'est à dire d'ici quelques mois, voir comment vont évoluer ces négociations et s'il est possible - et je pense qu'il est possible - d'arriver à un accord complet sur l'ensemble du contentieux qui a divisé l'Algérie et la France."

(El-Moudjahid du 21 Janvier 1980)

Il s'agit donc de la négociation, mieux de la mise en place des nouveaux accords d'Evian, qui accordent à l'impérialisme français, non seulement une place privilégiée sur le marché Algérien, mais en font à nouveau, le tuteur de la débile bourgeoisie algérienne, qui malgré les milliards du pétrole et du gaz, s'est avérée incapable de régler le moindre des problèmes posés par l'indépendance du pays.

Et le C.N.P.F., R.BARRE et la bourgeoisie française ont salué, le "froid réalisme" de Ben Yahia et de Chadli, les nouveaux rapports entre Alger et Paris. Les insinuations - discrètes - la presse de Chadli sur un pseudo complot organisé par le S.D.E.C.E., sont en contradiction totale avec la politique de Giscard-Barre qui ont aucun intérêt à déstabiliser le régime de Chadli, puisqu'ils ont déjà réalisé leur objectif : Créer les conditions d'une nouvelle subordination de l'Algérie à la France

Ces précisions étaient nécessaires pour indiquer que si la presse française s'est montrée très attentive, elle s'est gardée d'exagérer les événements de Kabylie.

C'est "le Monde", organe de la bourgeoisie libérale qui constitue la meilleur source d'information. En utilisant largement les articles de son correspondant, D.JUNQUA - et ceux d'autres correspondants - Tribune Algérienne, va établir à travers cette revue de la presse française, la réalité de ces journées de Mars-Avril qui ont ébranlé le régime militaro policier de Chadli.

I*) LES CAUSES DE LA REVOLTE

1*) Le point de départ-

Tous les journaux établissent le lien direct entre l'interdiction de la conférence de Mammeri sur la poésie kabyle ancienne et les manifestations de Tizi-Ouzou. Et de reprendre des extraits de la lettre ouverte à Chadli des étudiants de la capitale Kabyle.

Le refus du Wali de revenir sur cette décision a nourri un mouvement qui parti de l'université a gagné les principaux collèges de Kabylie et s'est poursuivi avec la manifestation à Alger d'un millier d'étudiants.

Le Figaro du 9 Avril écrit, en citant l' A.F.P. :

"La cause immédiate de cette effervescence "berbériste" semble être l'interdiction faite il y a trois semaines à un écrivain Kabyle Mouloud Mammeri, de prononcer à l'université de Tizou-Ouzou (chef lieu de la kabylie) une conférence sur le thème : "poèmes kabyles anciens"

Ce refus opposé par les autorités locales avait été immédiatement suivi par des meetings et des défilés de protestation dans les rues de la ville. La contestation s'est ensuite étendue à d'autres agglomérations de la région (Azazga, Larba Nath Irathem) avant d'atteindre Alger".

II*) LES REVENDICATIONS DES ETUDIANTS.

La lettre ouverte à Chadli précise les premières revendications : droit à la culture berbère, liberté d'expression.

De Mars à Avril, ce sont les mêmes mots d'ordre qui reviennent :

"Enseignement de la langue berbère" "liberté d'expression et d'information"

"Liberté d'expression, d'opinion, de pensée et de conscience"

"A bas la répression" "Respect absolu des libertés d'opinion et d'expression"

"Reconnaissance officielle de l'arabe populaire et berbère comme langues nationales et leur enseignement à tous les niveaux et dans l'immédiat dans les universités".

Aucun journal n'a relevé le slogan "séparatiste", portant atteinte à l'unité nationale - (pas même l'Humanité).

III*) LE CARACTERE DU MOUVEMENT.

C'est un mouvement de masse qui a touché :

1*) Les étudiants et Lycéens.

L'université de Tizi-Ouzou et l'ensemble des lycées de Kabylie sont entrés dans la grève du 16 Avril (tous les journaux).

2*) Les paysans.

"En Kabylie, plusieurs milliers de paysans d'Aïn El Hammen (EX-Michelet) et de Larbaa-Nat-Iraten auraient marché sur Tizi-Ouzou qu'ils n'auraient pu atteindre, l'armée les ayant refoulés. (le Matin 9 Avril).

3*) Les commerçants.

A Tizi-Ouzou "impossible de trouver dans la plus petite des ruelles le moindre rideau de fer qui ne soit baissé. Tous les magasins étaient fermés, y compris les restaurants, les cafés et les stations service." (Le Monde 18 Avril).

"Le mouvement de grève ne s'est pas limité à Tizi-Ouzou. Tout le long de la route en lacet grimpant vers l'Arbaa-Naït Irathem (Ex. Fort National) les commerçants avaient tiré leurs rideaux". (le Monde 18 Avril).

4*) Mais ce qui a frappé les journalistes, c'est l'entrée en lutte de la classe ouvrière aux côtés des étudiants.

"Le Matin du 19-20 Avril écrit :

"Les étudiants ont annoncé la formation d'un "comité populaire de coordination" constitué d'ouvriers et d'employés de plusieurs grandes entreprises locales, du personnel sanitaire de Tizi-Ouzou, de l'ensemble de la communauté universitaire et des lycées de Aïn-El-Hammem (Ex. Michelet) et Larbaa Nath Irathem (Ex. Fort national).

"Le Monde" parle à plusieurs reprises des accrochages entre la police et les ouvriers de la SONELEC, SONITEX, SONELGAZ.

5*) Tous les journaux :

"Le Monde", "le Figaro"... ont souligné le caractère massif de la grève en Kabylie et du soutien apporté par de nombreuses villes, ce qu'El Moudjahid du 23 Avril, confirme de deux façons : en citant les villes où se sont produits des "actes de provocation", en parlant de la réunion des députés des wilayas de Béjaïa, Bouira, Tizi-Ouzou et d'Alger appelant "les citoyens à se mobiliser pour la révolution et l'unité nationale".

UN COMLOT OU UN SOULEVEMENT DES MASSES CONTRE LA DICTATURE.

Les informations données par "le Matin", "l'AFP", "le Monde" et qu'on retrouve dans la presse internationale sur "le comité populaire" de Tizi-Ouzou, "le comité anti répression" de la faculté d'Alger, les comités élus dans les facultés, les usines, les lycées, les hopitaux constitués par les assemblées générales massives des grévistes, à chaque étape de la lutte; la riposte des étudiants et des travailleurs se dotant, dans le feu de la lutte, de commandements

2*) L'amplification du mouvement : la répression.

"Le Matin" du 9 Avril

"Algérie : le régime réagit durement à l'agitation Kabyle"

A.F.P. (Figaro 9 Avril)

"Les témoins ont été frappés par la réaction brutale de la police qui a fait de nombreux blessés".

"Le Monde" 9 Avril

"Une manifestation d'étudiants en faveur du droit à l'existence de la culture berbère" est réprimée avec brutalité".

"Les policiers sont intervenus très rapidement, dès le départ du cortège Agissant avec une grande brutalité, ils l'ont coupé en deux, isolant une certaine de jeunes qu'ils sont embarqué, avec force coups de matraque, dans les fourgons. Parmi les étudiants appréhendés se trouvaient un grand nombre de reponsables, membres de comités de cités ou de facultés. Les autre manifestants, maintenus à distance et criant "policiers assassins", se sont réfugiés à l'université, au coeur de la ville, où ils ont tenu l'après-midi une assemblée générale."

C'est donc la répression policière qui va amplifier et approfondir le mouvement.

3*) Une provocation du F.L.N. : le rassemblement de Tizi-Ouzou

Pour casser le mouvement qui a gagné toute la Kabylie, et en particulier les étudiants qui depuis le 7 avril, occupent l'université de Tizi-Ouzou, le pouvoir après avoir mobilisé les organisations qui lui sont inféodées : U.G.T.A., U.N.J.A., U.N.P.A... et tenté de dresser la population contre les étudiants, organise un "rassemblement" à Tizi-Ouzou, prélude une opération de répression.

Parce que le FLN incapable de trouver au sein même de la ville des militants, avait fait appel à des milliers de manifestants étrangers à la ville, la population considéra cette mesure comme une provocation. C'est pour protester contre le pouvoir et soutenir ses étudiants, que la grève générale toucha, le 16 Avril, Tizi-Ouzou et toute la Kabylie.

4*) L'occupation de l'université par la police

Dans la nuit du 19 au 20, les forces de répression occupent la faculté. La riposte est immédiate.

"Les témoignages fragmentaires recueillis se recourent désormais sur plusieurs points. Ils confirment notamment la violence des affrontements qui se seraient déroulés à l'usine SONELEC (Société nationale d'électricité), où des heurs entre policiers et ouvriers auraient fait de nombreux blessés, dont certains graves. Les ouvriers avaient proclamé leur solidarité avec les étudiants et les enseignants en grève pour réclamer avec eux la reconnaissance de la langue et du patrimoine culturel berbère, auraient manifesté à la suite de l'occupation par la police du campus Hasnaoua et de la cité universitaire d'Oued-Aïssi et auraient livré aux forces de l'ordre une véritable bataille rangée.

Il semble se confirmer également que les médecins de l'hôpital de Tizi Ouzou, qui avaient également exprimé leur soutien aux étudiants et avaient créé avec le reste du personnel un "comite de vigilance", ont été appréhendés et remplacés par des médecins militaires."

"L'humanité" du 24 Avril, lui même, écrit :

"Il semble d'ailleurs que ce soit l'intervention des forces de l'ordre, dans la nuit de samedi à dimanche à Tizi-Ouzou qui ait déclenché en Kabylie l'engrenage de la violence, cela à un moment où le dialogue paraissait pouvoir s'instaurer entre les autorités et les grévistes à propos de leur revendications sur la revalorisation de la langue et de la culture berbère."

de grève et de comités d'action pour diriger et centraliser le combat, le caractère même de la lutte : grève générale, occupation des usines, des universités et lycées, affrontement massifs avec les forces de répression - et jamais recours à l'attentat, "à la guérilla urbaine", aux embuscades - établissent qu'il n'y avait pas complot, mais émeute, véritable insurrection.

Pourtant "l'humanité" du 23 Avril, qui n'a vu dans la grève générale de la population Kabyle qu'une "tension" persistante, reprend à son compte totalement les thèses du pouvoir d'Alger exposées dans El-Moudjahid.

"Certains jeunes se sont livrés à des actes de vandalisme à l'encontre des établissements publics de Tizi-Ouzou, des agaleries algériennes, de la station des véhicules publics et de certains magasins et biens privés qui ont été sacagés et pillés.

Il précise qu'une partie des étudiants qui occupaient l'université "recevaient des instructions d'une organisation se trouvant à l'extérieur de l'université, laquelle est en contact permanent avec l'étranger. Les membres de ce groupe ont été arrêtés."

Comme on le voit, il y a continuité chez les staliniens français dans la haine entre le peuple algérien ; Ils ne voient dans la grève générale que vandalisme et complot, comme ils ne voyaient en Mai 1945 qu'émeutes et rebellion, ce qu'ils amena à soutenir et à participer à la répression sanglante (plus de 45.000 algériens - des vandals ! - massacrés par le gouvernement où siégeait le PCF et son secrétaire général M. Thorez).

Mais pour la presse et les journalistes bourgeois qui s'adressent au pouvoir de Chadli, pour le conseiller - car il s'agit de défendre le régime bourgeois de Chadli, qui accepte de subordonner à nouveau l'Algérie à l'impérialisme

Les glorieuses de Tizi-Ouzou ne sont pas actes de vandalisme mais assaut contre les "locaux du FLN et les bâtiments publics, les véhicules de l'armée, c'est à dire contre le pouvoir.

"Le Figaro", l'organe de la bourgeoisie et du CNPF, conseille Chadli

"Le système du président Chadli réagit mal devant l'épreuve. Il parle de complot naturellement ourdi de "l'étranger" de préférence "impérialiste et colonialiste" langage qui est incapable de mobiliser aujourd'hui le plus ignare des étudiants du tiers monde. Chacun peut vérifier, au contraire, que la révolte des berbèrisants proscriit tout séparatisme, tout lien avec l'extérieur, tout retour en arrière...

Par bien des côtés les étudiants de Tizi-Ouzou et d'Alger se situent à gauche du FLN et non à sa droite. Ils sont le substrat des imazighen, des hommes libres, et il est d'ailleurs d'imaginer qu'on pourra les traiter comme des Egyptiennes des Syriennes ou des Irakiens...

Le danger pour la tendance Chadli est précisément de tourner le dos à leur mouvement, de laisser enfermer dans le serailbureaucratique affairo-socialiste, de se laisser dicter des mesures répressives qui la couperont du peuple, très au-delà des frontières berbèrophones de la Kabylie ou des Aurès.

En persistant dans cette voie cette tendance -rien - Il ne lui reste plus beaucoup de temps pour changer de cap : le détonateur kabyle, tout le démontre, peut mettre le feu à l'Algérie toute entière, lasse de labureaucratie et ricanante quand on lui parle des " complots de l'impérialisme".

(Le Figaro 24 Avril)

16

Et cet expert de l'Algérie, ce familier des dirigeants algériens et de Boumédiène, dont il s'est fait le chantre, et donc peu suspect de "gauche", se fait dans le "monde" le porte parole des dirigeants du patronat et du gouvernement Giscard-Barre.

Dans un article intitulé "les faits sont têtus", Balta écrit :

"Il existe bien un "malaise Kabyle" et remonte à plusieurs années. C'est par une série de maladrsses et en faisant la sourde oreille chaque fois que le signal d'alarme était tiré que les autorités l'ont laissé s'amplifier, donnant à leurs adversaires la possibilité d'exploiter la situation.

Les premiers symptômes du malaise étaient apparus au grand jour lors du débat sur la Charte National.

A l'époque nombre d'orateurs Kabyles mais aussi Arabes avaient regretté, au nom de la rigueur et de la vérité historique, que les origines berbères du pays aient été escamotées dans le texte fondamental :

ce substrat socio-culturel n'était en effet, évoqué que par allusions. Aors que le pouvoir cité souvent cette phrase du cheikh Ben Badis

"l'Algérie est ma patrie, l'arabe ma langue, l'islam ma religion", certains s'étaient chargés de rappeler que le penseur religieux, considéré comme un des inspirateurs du mouvement national, affirmait aussi :

"La personnalité algérienne repose sur un trépied, lethnie berbère, ma langue arabe et la religion musulmane".

Deux ans plus tard, le malaise était encore plus nettement perceptible.

Tous les Kabyles reconnaissent volontiers que l'état a assuré un essor économique sans précédent dans leur région, mais il suffisait de conserver un moment avec eux pour percevoir combien était vive leur frustration au niveau de l'identité culturelle.

Ce n'est pas en accusant la presse étrangère de malveillance et en l'interdisant - comme se fat le cas llors de la maladie du président Boumédiène, maintes fois démentie officiellement - que les responsables supprimeront les réalités qui les dérangent. Comme disait Lénine "les faits sont têtus".

Balta dit au pouvoir d'Alger, qu'il défend :

-ne niez pas la langue et la culture berbère, sinon vous allez dresser la population kabyle contre vous.

-Eviter que le petite bourgeoisie et bourgeoisie, comme les membres du FLN, de l'armée et de l'Etat qui se sentent kabyles ne basculent du côté des masses.

-Le problème peut-être circonscrit au domaine de la culture, qui ne met en aucune façon la nature bourgeoise et les institutions créers par Boumédiène et son équi-e qui "ont édifié un Etat fortement structuré" "qui a toujours déjoué les complots inspirés ou organisés à partir de l'étranger".

En chair, ce que le "Figaro", Balta..., et le CNPF disent, c'est : ne poursuivez pas la répression, car tout votre régime va exploser.

Lachez du lest sur la culture et la langue berbère, et renforcer les institutions mises en place par Boumediène ; elles ont fait leurs preuves.

LE POURVOIR BOURGEOIS DE CHADLI CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES MASSES
ALGERIENNES

Depuis les manifestations de Tizi-Ouzou et d'Alger, le pouvoir de Chadli s'est disposé pour isoler et écraser les étudiants, les enseignants, la population kabyle, la classe ouvrière, la jeunesse d'Algérie.

Tribune Algérienne a expliqué dans plusieurs numéros que l'imperialisme, la Banque Mondiale, le FMI exigeaient de Boumédiène et maintenant de Chadli qu'ils affrontent le prolétariat et les masses et leur infligent une défaite décisive.

C'est là, en effet, la condition indispensable pour donner un peu de consistance aux institutions mises en place par Boumédiène et qui, parce qu'elles ont été imposées (plus de 99% de oui), n'ont jamais fonctionné, ont été boycottées par les masses et sont restés des cadres vides dirigés par les bureaucrates n'ayant aucune prise sur les réalités et n'utilisant leur fonction que pour s'enrichir.

C'est aussi la condition pour appliquer exigée par l'impérialisme : législation anti-ouvrière, institutions corporatistes de la (G.E.S., intégration de l'UGTA dans l'appareil d'Etat, statut du travailleur, nouvelle loi sur les salaires), cadre politique permettant à l'impérialisme de contrôler les circuits économiques et financiers (réalisé avec les accords Ben Yahia-Giscard de Janvier 80), démantèlement des entreprises nationales et constitution d'unités rentables par un renforcement de l'exploitation capitaliste, non soutien aux produits de première nécessité, rentabilisation de la médecine, de l'enseignement...

Depuis la maladie de Boumédiène, l'impérialisme a patienté, aidant Chadli à combler les brèches au sein de l'appareil d'Etat, tout en prenant des gages sur les hydrocarbures.

Mais depuis les printemps 1979 les exigences de l'impérialisme sont devenues plus pressantes.

Chadli n'a cessé de prendre des mesures anti-ouvrières et réactionnaires, mais sur le papier. Pour devenir réalité, il fallait casser la résistance des masses.

C'est ce que le pouvoir a entrepris en déployant son armée et sa police pour le défilé du 1er Novembre, en quadrillant la capitale, en cherchant à intimider la classe ouvrière et la population.

Cela n'a pas suffi - D'innombrables grèves ont eut lieu dans les usines, à l'université. La négociation d'une nouvelle politique néo coloniale avec la France, la mise en place d'un nouveau plan économique largement inspiré par le plan de Constantine de 1960, impliquait que Chadli frappe les masses.

Il y a donc un lien direct entre les Accords néo colonialistes de Janvier et les discours musclés de Chadli à ses ministres et walis les incitant à la "fermeté".

C'est cette fermeté qui est à l'origine de l'interdiction de la conférence de Mammeri. Et c'est de là, que sont partis les manifestations des masses contre le pouvoir.

Dans le cadre de cet article, Tribune Algérienne, va répondre aux arguments employés par le pouvoir pour expliquer les faits et justifier la "répression".

-La Question de l'Unité Nationale.

Le 10 avril, le pouvoir organise un rassemblement à Tizi-Ouzu. "El-Moudjahid" du 11;12 Avril, sous le titre "une seule nation, un seul peuple, un seul parti" rend compte du défilé et des slogans lancés.

"L'islam est notre religion, la Charte notre document idéologique, la Constitution notre arme, Chadli Bendjedid notre président l'Algérie est un seul peuple, une seule nation, une seule langue, un seul parti, le FLN".

-Quel programme !

-Personne n'a attaqué l'Islam, bien qu'elle soit devenu "religion d'Etat", ce qui est en contradiction avec le combat mené par le prolétariat international contre le clergé médiéval et obscurantiste, pour séparer la religion des affaires de l'Etat.

-La Charte est le document idéologique de Boumédiène, la Constitution a été imposée aux Algériens (99% de oui), Chadli est le Président de l'armée, de la police, des PDG bourgeois et des bureaucrates corrompus et incompetents.

- "L'Algérie est un seul peuple", mais c'est aujourd'hui un peuple baillonné par les dirigeants actuels qui se sont emparés par la force du pouvoir.

"Une seule nation", mais toujours opprimée du fait des liens tressés par les PDG bourgeois qui l'ont enchaîné à l'impérialisme.

- "Une seule langue", mais la réalité est autre : la langue de l'administration et de l'appareil de l'Etat, héritées de l'ancien colistateur est toujours le français, la langue des techniciens des hydrocarbures est le français ou l'américain, la langue de la composante islamique de l'armée d'une fraction de la bureaucratie et des chargés fonctionnaires religieux est l'arabe littéral, la langue des travailleurs, des fellahs et du peuple, c'est l'arabe algérien (dialectal) et le berbère.

Ces faits là sont incontestables.

Quant au parti unique, le FLN, c'est la courroie de transmission de l'appareil militaire dans les masses ; parti de carriéristes, de corrompus et d'ignares, capables de faire suer le bernous et d'opprimer, incapables de régler le moindre des problèmes du pays.

Dans son discours du 17 Avril, Chadli reprend ce thème de "l'unité nationale" mis en question, selon lui, par les manifestants.

"En vertu des responsabilités qui m'ont été confiées grâce à la confiance du peuple Algérien, je proclame qu'il n'y aura point de surenchère dans tout ce qui est de nature à porter atteinte, de près ou de loin, à l'unité nationale.

Nous combatrons par tous les moyens toute tentative visant à porter atteinte à l'unité nationale, et quel que soit le slogan."

"Dans un passé très proche, le sang des fils de Constantine Maghnia, Tlemcen, Oran, Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa et d'autres régions du pays s'est malangé à travers toute la terre algérienne. Tant à l'Est, à l'Ouest qu'au Sud, le colonialisme n'a pas réussi à rompre l'unité du peuple algérien en dépit de tous les efforts qu'il a déployés, notamment des armes, pour le diviser suivant la politique "diviser pour régner".

"Il est honteux qu'un tel sujet soit soulevé après vingt ans d'indépendance."

Précisons :

Ce n'est pas le peuple algérien, mais l'armée qui a pris le pouvoir le 19 Juin 1965, qui a confié des responsabilités à Chadli.

Le colonialisme n'est pas parvenu à diviser les Algériens parce que -Le mouvement nationaliste algérien (Etoile nord africaine, PPA, MTLD) a été fondé sur le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante Souveraine, élue au suffrage universel, qui affirmait donc l'unité du peuple algérien avec toutes ses composantes.

La lutte des travailleurs, des fellahs, des masses, lutte politique et lutte armée pendant sept ans et demi, en Algérie même, a cimenté le peuple algérien (l'ANP installée à l'extérieur n'a joué, en particulier après 1958, qu'un rôle secondaire) contre le colonialisme.

C'est ce combat des masses qui a interdit à l'imperialisme français, la partition de l'Algérie en deux, l'algérie utile française et l'algérie arabe de l'intérieur (projet Peyrefitte) , la séparation du sahara de l'Algérie (statuts de l'OCRS).

En s'installant par la force au pouvoir, en interdisant aux masses toute vie démocratique et politique, en subordonnant l'Algérie à l'impérialisme (98% des revenus de l'Algérie sont fournis par les hydrocarbures, ce qui donne le degré de dépendance) , en étant incapable de réaliser les tâches démocratiques la réforme agraire, le développement industriel du pays, la satisfaction des loisirs sociaux... C'est Chadli et sa clique de militaires qui ont porté atteinte à l'indépendance nationale et à son unité (en créant par exemple des divisions sur la question de la langue).

Et il est clair pour chaque algérien que la récupération de leur patrie se fera par l'alimentation du régime actuel et de l'ensemble des institutions créées par la dictature, par la parole donnée à tous les Algériens pour l'élection au suffrage universel d'une ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE, la rupture des liens d'enchaînement à l'impérialisme.

Il y a donc un certain cynisme de la part des dirigeants actuels qui ont vendu le pays à l'imperialisme, à prétendre parler au nom du peuple algérien et proner l'unité nationale.

DES REBELLES, DES VANDALES, DES PYROMANES...

"El Moudjahid" du 23 Avril change de registre. Il s'agit plus d'actes portant atteinte à l'unité nationale mais à l'Etat :

"Hier, ils disaient que le mouvement n'avait aucun contenu politique. Aujourd'hui, les preuves et les faits sont là.

Non seulement le mouvement a largement débordé de Tizi-Ouzou, il s'est aussi accompagné d'actes de sabotage contre des biens publics, des institutions, d'incitation de jeunes au vandalisme et à la rébellion contre l'autorité de l'Etat ; Il s'est illustré également par des atteintes significatives et directes au drapeau national, aux monuments érigés en hommage aux martyrs de la lutte armée, contre des personnes."

"Algérie Actualités" dans son éditorial (24.30 Avril) ayant constaté que les structures de l'Etat ne tournent qu'à vide, en appelle directement à la répression.

"Alors des mesures sont à prendre dont l'essentiel est le rétablissement de l'ordre. Dès maintenant. Elles ne peuvent souffrir d'une attente prolongée, de tergiversations dont les complications sont déjà apparentes puisque le campus du CUTO investi, c'est la rue qui est gagnée par la violence. Le cycle est connu.

Il est dangereux et passible de toutes les exploitations

par des mauvais génies qui ne sont pas toujours ceux que l'on désigne du doigt ou de pyromanes qui ne sont pas, aussi, toujours ceux que l'on accuse de mettre de l'huile sur le feu.

Et présentement qui jette de l'huile sur le feu ? Ce sont ceux qui s'attaquent aux biens de l'Etat qui détruisent les sièges des établissements publics, qui brûlent les véhicules portant le sigle de l'administration et du Parti.

Ce ne sont ni les masses de la ville de Tièzi-Ouzou, ni les étudiants sincères qui ont été dépassés par un mouvement dont à l'origine les fondements étaient sains."

Ces deux textes suffisent à établir la panique devant la grève générale de la population Kabyle, qui ébranlé les fondements même de l'Etat militaire policier.

Les masses se sont attaqués aux locaux du FLN, aux villas des dirigeants et du Wali, aux commerces de luxe et aux voitures des bureaucrates, c'est à dire à tout les symboles du régime : l'arbitraire, la corruption, l'oppression.

Et encore ne s'agit-il que d'une riposte des travailleurs et de toute la population à l'occupation par l'armée de l'hôpital et de l'université, en riposte aux fusillades des forces de répression (plusieurs tués, 600 blessés).

Le pouvoir "l'humanité" ont parlé de deux blessés sérieux parmi les forces de l'ordre, pour souligner aussitôt après le sang froid de la police. En réalité, c'est du sang froid des travailleurs et de la population dont il faudrait parler, car le régime de Chadli n'a plus les moyens d'infliger une défaite aux masses.

COMLOT DE L'ETRANGER ?

C'est l'argument classique utilisé par tous les régimes policiers. "El-Moudjahid" du 23 Avril avait déjà parlé d'un complot dirigé de la France contre la "révolution qui construit le socialisme et apporte à tous les enfants de ce pays la prospérité."

Comme chacun peut le constater !

"Algérie-Actualité" utilise des arguments moins débiles.

"D'abord le moment choisi : l'Algérie s'apprête à accomplir un nouveau pas vers la libération économique et social. Elle revendique à juste titre, une révalorisation de ses termes d'échanges avec les pays capitalistes et aujourd'hui un prix substantiel de son gaz naturel..."

"... Cette campagne insidieuse (anti-algérienne) est adroitement reprise par une bourgeoisie compradore et des éléments corrompus qui voient leur horizon s'assombrir et qui sentent leurs intérêts, acquis à la sueur des travailleurs de plus en plus menacés..."

Le pas que s'apprête à franchir l'Algérie, c'est celui de l'adoption d'un nouveau plan de Constantine qui permettra à l'impérialisme français, naitre d'oeuvre de l'opération, de créer les conditions économiques et politiques d'une subordination de l'Algérie à la France. Le pas sera franchi en Juillet 80 puisque c'est la date fixée par Giscard et Ben Yhia, à Paris en Janvier 1980.

Les discussions sur le prix du gaz, bradé par Abdesselam, ne visent qu'à essayer d'aligner le prix du gaz algérien sur celui du marché mondial (Quelle révolution !!!).

La bourgeoisie compradore (mais d'où s'ot-elle ? Comment a t-elle pu devenir si puissante dans l'Algérie socialiste ?) loin de se sentir menacée, voit avec plaisir la réapparition de l'ancien colonisateur en Algérie, le démantèlement des sociétés nationale, le renforcement de l'exploitation capitaliste.

Il y a bien un lien entre la bourgeoisie compradore algérienne et l'impérialisme français, mais ce lien passe par Chadli-Ben Yahia.

"El-M udjahid" du 24 avril se déchaîne contre "l'impérialisme. Mais c'est déjà l'apaisement qui est recherché le 25 - 26

"Les leçons à tirer des événements de Tizi-Ouzou sont nombreuses certes. La ville pour l'instant commence à revivre à la normale et se remettra de ses traumatismes. La masse des habitants et des étudiants qui disposent à présent du recul nécessaire pour réfléchir aux événements dont ils ont été les acteurs inconscients ou les témoins impuissants doivent rattraper le temps et se remettre au rythme de tout le pays qui se prépare à d'autres épreuves, plus dignes celles-là et qui permettent d'affronter et de résoudre tous les problèmes du développement économique, social et culturel du pays."

Le 27 Avril ; "les autorités locales rendent hommage aux services de sécurité pour leur sang froid devant les actes de provocation".

Le 28 Avril ; plus de trace du complot.

QUE S'EST-IL PASSE ENTRE TEMPS ?

Le Vendredi 25 Avril, une délégation de l'ASEAP et du comité pour les droits culturels en Algérie avec la participation d'un dirigeant de la FEN et de l'UNEF/US se voyait interdire la rue de l'ambassade d'Algérie.

Le Samedi 26, la police arrêtait plus de 200 Algériens à proximité de l'ambassade.

Le Jeudi 28 Avril, Bruno de Leuse, secrétaire général du quai d'Orsay arrivait à Alger pour faire le point avec les dirigeants sur les travaux des commissions mises en place en janvier.

Le Figaro, l'organe du CNPF écrit le 29 Avril :

"Les travaux de ces groupes de travail, qui se sont réunis depuis janvier dernier sans discontinuer, alternativement à Alger et à Paris, se poursuivent "normalement", indique-t-on de source diplomatique à Alger".

Alors, le complot ?

Alors, la main de l'impérialisme ?

La réalité c'est que l'impérialisme exigeait des mesures de Chadli. L'une d'entre elles, l'interdiction de la conférence de Mammeri, a mis le feu aux poudres. Le détonateur Kabyle a failli, en s'élargissant, créer les conditions d'une mobilisation de tout le peuple algérien pour liquider Chadli et son régime. Le patronat par sa presse (Le Figaro, Balta dans le Monde a donné des conseils de prudence). Algérie Actualité, dirigé par les staliniens du PAGS a conseillé le calme. Le pouvoir de Chadli s'est calmé.

Bruno de Leuse est venu apporter l'aide du CNPF et de Giscard.

LE COMBAT POUR LE SYNDICAT ETUDIANT INDEPENDANT ET DEMOCRATIQUE.

En Algérie, comme dans l'émigration, les étudiants ne disposent pas d'une organisation syndicale démocratique et indépendante de l'Etat et du FLN et qui prenne en charge leurs revendications.

Dans la crise des institutions du régime bourgeois français, qui ne cesse de se développer, les étudiants et les travailleurs algériens sont des cibles privilégiées des mesures anti-ouvrières du gouvernement.

Contre ses attaques, les étudiants se sont tournés vers les organisations syndicales pour qu'elles organisent avec l'ensemble des étudiants étrangers et de leurs organisations, leur défense.

Les expulsions d'étudiants ou de travailleurs qui se multiplient, ne sont pas du tout ignorées des autorités algériennes. La visite du ministre des affaires étrangères, Ben Yhia en France n'était ni une visite privée ni une marque de solidarité pour les immigrés, c'était plutôt une étape dans la continuité des accords franco-algériens, noués étroitement depuis 1978; quant à la politique d'émigration ou plutôt politique d'expulsion, ni trop lente ni trop rapide, dans l'intérêt des deux gouvernements bourgeois, cherchant l'un à surexploiter la main d'œuvre algérienne, l'autre à intégrer les circuits économiques, les travailleurs algériens, qui se modèlent de plus en plus, dans le cadre de la nouvelle politique de coopération franco-algérienne.

Pour les étudiants algériens, il n'existe aucune organisation, aucun cadre d'organisation et de mobilisation de masse pour défendre leurs droits.

Dans toutes leurs luttes, celles d'avril 1976, de la rentrée 1976/77 de sciences économiques... , les étudiants se sont dotés de leurs propres structures indépendantes : comités de facultés, d'amphithéâtres, de coordination prenant en charge eux-mêmes, l'organisation de leur mouvement. Chaque fois, les étudiants ont balyé les organisations du pouvoir ; les comités de volontariat (CVU), les comités pédagogiques, l'UNJA.

Avec la dissolution de l'UNEA en 1971, Boumediène a parachevé la liquidation d'une organisation largement contrôlée par le pouvoir, mais qui n'en restait moins encore un cadre que les étudiants avaient investi pour défendre leurs revendications.

La dissolution de l'UNEA était nécessaire pour mettre en application la réforme Ben Yhia, adaptant l'université à une économie, elle-même largement intégrée dans le marché mondial à l'imperialisme par le biais des hydrocarbures.

Exprimant violemment leur résistance, les étudiants se sont heurtés au pouvoir. La jeunesse (60% de la population a moins de 25 ans) représente un poids considérable dans la lutte. Il fallait canaliser cette force, la museler.

L'UNJA créée par décret en 1975 ne répond en rien aux besoins de la jeunesse. Ce n'est pas son but. L'UNJA n'a jamais constitué un cadre de défense pour les étudiants. Elle est maintenant au banc des accusés, dénoncée comme l'instrument du pouvoir à l'université, qui ni Boumediène ni Chadli n'ont pu contrôler, la CNE, les CVU, l'UNJA ne constituant que des cadres vides, rejetés par la masse des étudiants.

Ces organismes du pouvoir n'ont jamais cherché à défendre, de quelque façon que se soient les revendications des étudiants, mais n'ont formé que des obstacles, dressés par le pouvoir, pour interdire aux étudiants de s'organiser d'une manière indépendante pour arracher leurs droits.

LES CONDITIONS GENERALES DES ETUDIANTS SE SONT CONSIDERABLEMENT AGGRAVEES. -

C'est ce qui explique le préambule du projet de programme de revendications du collectif étudiant de science économie.

"Chaque année, nous constatons que les conditions dans lesquelles nous étudions empirent. Les problèmes s'accumulent et ne trouvent pas de solutions, ou, lorsque celles-ci sont trouvées, c'est sur le dos des étudiants.

La situation s'aggrave tant au plan social que pédagogique. Ainsi l'aggravation de la sélection tant au niveau du BAC qu'au niveau des cycles universitaires, loin d'être une solution ne fait que doubler nos problèmes d'une atteinte de plus en plus intolérable de la démocratisation de l'enseignement."

La dégradation des conditions matérielles, des conditions d'existence et sont victimes les étudiants c'est la conséquence directe de la politique de liquidation de l'université par la réforme Benyaya. Elle répond aux besoins particuliers du gouvernement de rentabiliser l'enseignement de l'adopter aux types de production imposés à l'Algérie par l'imperialisme.

C'est pour leurs droits à la culture, aux études que les étudiants ont engagé le combat.

Le Combat des Etudiants Algériens.

En dehors des organisations, du pouvoir, s'appuyant sur leur propre expérience et les leçons tirées du mouvement ouvrier algérien, les étudiants se sont mobilisés contre le pouvoir. La grève déclenchée en novembre 1979 puise sa force dans les grèves ouvrières (dockers, cheminots, RSTA et en particulier dans la grève générale des P et T de juillet 1979).

A l'image des travailleurs, les étudiants se sont dotés de structures indépendantes : les comités d'amphis et de facultés, un collectif.

Qui peut croire que ces grèves de novembre, qui ont touché toutes les universités : Alger, Constantine, Tizi-Ouzou..., étaient des grèves d'agitation ou d'arabophone ? Et de même qui peut croire que ces grèves de mars-avril sont des grèves manipulées de l'étranger ? Absurde que cela soit. Ouverte à Chadli et tous les tracts ou slogans ne contiennent que des revendications démocratiques ! Le droit de cité, pour la culture berbère et arabe algérienne, la liberté d'information et d'expression !

Les revendications du collectif de science économique, comme les revendications des étudiants de Tizi-Ouzou sont les mêmes. Elles concentrent la même revendication : les libertés démocratiques, l'exigence du droit à l'organisation syndicale, à l'organisation politique.

Les étudiants, à travers leurs revendications spécifiques concentrent les revendications de la masse laborieuse algérienne.

La Question du Syndicat.

Depuis la rentrée universitaire de novembre 79, la question centrale est celle du syndicat.

La question du syndicat est posée à la fois par les puissants mouvements des étudiants et en même temps par la décomposition rapide de ces mouvements.

La forme que prennent les manifestations en Algérie, de plus en plus organisée munies d'un collectif, d'une plateforme revendicative pose la question de l'organisation.

Les mobilisations ne se cristallisent pas sur une revendication mais sur un programme précis. En novembre 79, ce sont les droits à l'enseignement de qualité qui sont revendiqués.

En mars 80, ce sont les libertés démocratiques. Les revendications prennent un caractère achevé et pose le problème du droit à l'organisation syndicale.

L'ASEAP est née de cette aspiration générale des étudiants depuis 1976 à défendre les revendications et pour cela à disposer de l'outil nécessaire.

28 MARS : PROCLAMATION DE L'ASEAP.

Cette réunion ne rassemblant que les étudiants syndiqués avait pour but la discussion, l'amendement, et l'adoption des projets de status provisoires.

A travers les statuts et le rapport fait à cette assemblée générale, le rôle et le caractère de l'organisation ont été largement expliqués.

"L'ASEAP est une association syndicale, son rôle est d'organiser les étudiants, de renforcer l'organisation de construire le syndicat étudiant.

C'est le rôle d'une organisation syndicale que d'assurer l'intérêt des étudiants, d'appeler les étudiants à rejoindre l'organisation.

Cette association issue et construite à partir du mouvement et de la volonté des étudiants se situe sur le terrain syndical ; sur le terrain des revendications.

L'ASEAP est contre toute affiliation à un parti politique, à l'Etat.

Elle réalise l'unité des étudiants, partant de la volonté majoritaire, c'est à dire la défense de leurs intérêts.

L'ASEAP respecte les opinions politiques, philosophiques et religieuses de tous mais par le respect de la démocratie plus large, elle refuse et lutte contre l'intégration du syndicat à l'Etat. Ainsi respectant le droit de la libre opinion l'ASEAP par son existence engage la lutte pour les libertés démocratiques.

La défense de l'ASEAP, la constitution de l'ASEAP est une attaque contre le régime de l'arbitraire et s'inscrit dans le mouvement engagé des travailleurs algériens, des étudiants de Tizi-Ouzou et d'Alger est la résistance et la mobilisation contre le pouvoir (rapport de la réunion)."

La mise en place d'une direction s'est effectuée lors de la réunion du bureau provisoire de l'ASEAP est composé d'un président, d'un secrétaire d'un trésorier. Il centralise les cartes, les travaux des comités dans une réunion hebdomadaire et assure la sortie du bulletin de l'ASEAP.

La discussion a repris les points essentiels des statuts la caractérisation du régime, l'enchaînement de l'Algérie à l'imperialisme, les libertés démocratiques.

Le régime, régime de l'arbitraire, incapable d'accomplir toute tâche démocratique, auquel cas sa survie basée sur la dictature serait sérieusement ébranlée. Dans cette discussion l'ASEAP s'est déterminé quant à sa position par rapport à l'imperialisme. Tout un chacun, sait que l'Algérie est une économie sous traitance. L'ASEAP lutte pour la satisfaction de toutes les revendications, étudiantes, et dans ce sens s'oppose aux intérêts imperialistes.

Mais l'ASEAP n'est pas une organisation anti-imperialiste, c'est une organisation syndicale partant des intérêts des étudiants. Il n'y a pas de préalable politique pour lutter dans l'ASEAP sinon celui de la volonté de construire le syndicat. Lorsque les étudiants, partant de leurs propres besoins s'insurgent contre les conditions dramatiques qui leur sont faites, ils refusent par la même cliktat de l'imperialisme.

La Lutte de L'ASEAP.

Non encore proclamée, la commission provisoire de l'ASEAP a déjà engagé plusieurs batailles sur la question des mesures statut Bonnet sur la question des inscriptions.

sur les mesures Stolène-Bonnet, à partir des luttes menées dans les universités d'Amiens, Angers, Nantes, Jussieu... contre l'expulsion d'étudiants étrangers, l'UNEF Unité Syndicale a appelé tous les syndicats étrangers à une réunion centrale qui a décidé d'une manifestation le 14 Mars.

50.000 étudiants sont descendus dans la rue sur les revendications :

-Pas une expulsion

-abrogation de la circulaire Bonnet et du décret Imbert !

-pour l'inscription de tous les étudiants dans la fac et l'UER de leur choix

-pour le droit aux études, pour le droit à la qualification.

Le 14 Mars, les étudiants étaient dans la rue, marchaient contre le ministère de l'intérieur, pour empêcher au gouvernement français et ses conseils de gestion d'appliquer la circulaire Bonnet, le décret Imbert.

"Le 14 Mars, jour où les conseils de gestion devaient remettre au ministère de l'intérieur le fichier complet de tous les étudiants étrangers, en France, toutes les organisations qui se réclament du combat pour la démocratie l'indépendance, en premier chef, les organisations syndicales qui s'appuient sur les étudiants et qui parlent en leur nom, devaient dans l'unité dénier au ministère et aux conseils de gestion le droit de décider à la place des étudiants, pour le droit aux études, à la qualification." (déclaration du CNIDREA - étudiant d'Afrique).

Les expulsions sont l'expression de la crise politique française et les mesures Stolène-Bonnet, une partie critère des projets d'assainissement de l'économie française. Les difficultés que rencontre d'ors et déjà les étudiants étrangers ne sont que les prémices des vagues d'expulsions qui se développeront une fois les mesures votées. Mais dès à présent, les conseils de gestion organisent la sélection. Partout où des cas d'expulsion se sont manifestés, les étudiants ont fait entendre leurs revendications tenant compte de l'approche des périodes d'inscription; la mobilisation des étudiants par l'organisation et dans l'organisation se développe. C'est la signification de la participation de l'ASEAP à une inter syndicale hebdomadaire et au CNIDREA.

Le CNIDREA.

"Constitue la voie de mobilisation unitaire par l'appel national à toutes les associations d'étudiants africains, à la tenue d'assemblées générales démocratiques pour constituer les comités de défense des revendications par face et a travaillé en étroite liaison avec toutes les organisations syndicales représentatives des étudiants français et étrangers et toutes les organisations syndicales du mouvement ouvrier français pour la défense légitime de nos revendications". (CNIDREA).

La constitution du CNIDREA occupe une place décisive pour la centralisation de la riposte de tous les étudiants africains. Elle permet partout un rassemblement de tous les étudiants africains et un développement de leur association. Elle pour perspective de renforcer ainsi et de reconstruire les organisations syndicales étudiantes indépendantes.

La bataille contre les mesures Stolem continue par la permanence de l'inter syndicale qui lance les perspectives d'un autre rassemblement et la création d'une commission permanente recensant l'ensemble des étudiants syndiqués ou non en difficulté.

LE MEETING DU 18 AVRIL DE L'ASEAP.

Engagé dans la bataille, l'ASEAP connaissant les événements de Tizi-Ouzou, parce que organisation de défense des droits étudiants à mobilisé par le meeting du 18 Avril contre la repression qui s'abat sur les étudiants et la population d'algérie.

La bataille des étudiants de Tizi-Ouzou et d'alger et en particulier les revendications avancés : les libertés d'expression, le syndicat étudiant démocratique et représentatif étaient inscrit dans les statuts de l'ASEAP. Le meeting a représenté un large soutien aux étudiants de Tizi-Ouzou. Leurs luttés, comme celle des arabisants et des sciences économie sont parties composantes du combat pour le syndicat dont la création de l'ASEAP marque une étape importante.

Nous disons oui à un syndicat démocratique et représentatif parce que cela représente le droit à l'organisation, le droit à l'élection à l'intérieur de l'organisation, pour des délégués véritables représentatifs des intérêts des étudiants;

L'ASEAP se prononce pour les libertés démocratiques. Elle s'est construite contre l'interdiction à l'organisation, contre l'interdiction à l'expression indépendante, contre l'arbitraire du pouvoir. (Extrait de l'appel du meeting).

HALTE A LA REPRESSION SOLIDARITE AVEC NOS
CAMARADES

L'ASEAP apporte son soutien inconditionnel aux étudiants de Tizi-Ouzou d'Alger.

A Annaba, à Batna..., les étudiants aux côtés de la population ont engagé le combat contre la répression.

Les revendications mises en avant sont parfaitement légitimes, car l'ASEAP combat naturellement pour le droit d'expression, d'opinion, d'organisation c'est à dire pour l'ensemble des droits et libertés démocratiques.

L'ASEAP se prononcé aussi pour le droit à la diversité des cultures qui font comme l'ont affirmé les étudiants de Tizi-Ouzou "la richesse de notre pays".

L'ASEAP qui constitue un point d'appui pour la construction du syndicat indépendant et démocratique en Algérie soutient le combat que mement les étudiants à Alger et Tizi-Ouzou se prononcent pour "un syndicat étudiant indépendant et démocratique et représentatif".

L'ASEAP dénonce les calomnies du pouvoir et de ses agents qui présentent le mouvement comme étant "berbère" et manipulé de l'étranger car comme l'a dit un étudiant "ce qui inquiète les autorités, c'est notre revendication pour le droit d'expression, d'opinion de pensée et de conscience, le berbère, dans ce cadre n'est pas qu'un aspect de notre lutte". (Le Monde 11 Avril).

L'ASEAP dénonce les méthodes policières utilisées contre les manifestations, les intimidations, les menaces d'atteint à la sureté intérieure de l'Etat.

L'ASEAP exige la libération immédiate des 76 étudiants et d'un instituteur emprisonnés à Tizi-Ouzou et exige que toute la vérité soit faite sur la disparition d'un travailleur de l'université.

L'ASEAP s'adresse à toutes les associations, les organisations ouvrières et démocratiques et à tous les syndicats étudiants pour organiser la lutte qui permettra d'arracher la libération de tous les emprisonnés.

Ce meeting a rassemblé 200 personnes, invités par L'ASEAP, plusieurs associations et organisations syndicales y ont pris la parole.

L'UNEF/U.S, le CNIDREA, le MAS, le comité de défense pour la culture berbère. Ce meeting de soutien aux étudiants de Tizi-Ouzou réalisent lamobilisation contre la répression qui s'abat sur les étudiants en algérie.

Le débat centré sur la répression en Algérie a introduit immédiatement la question de la libération des étudiants des gîoles du gouvernement, de l'action pour que cesse le matraquage de la population Kabyle par l'armée du gouvernement.

Sur les revendications :

- libération immédiate de tous les emprisonnés
- retrait des forces militaires de Kabylie.

L'ASEAP a appelé à une délégation comme premier moment du mouvement.

Ce sont les perspectives immédiates avancés par l'association. Mais il faut dégager la nature profonde des luttes engagés par les étudiants qui signifient -

- droit d'organisation
- libertés démocratique.

En ce sens, développer la bataille pour renforcer l'ASEAP, rejoint la volonté des étudiants de Tizi-Ouzou. Dans le cadre de ce meeting, l'ASEAP a appelé l'ensemble des étudiants à la rejoindre pour une mobilisation de plus en plus large, pour effectivement avancer dans la construction du syndicat, mot d'ordre des étudiants d'Algérie.

La résolution qui suit a été adopté par une large majorité du meeting :

COMMUNIQUE DU MEETING QUI S'EST TENU LE 18 AVRIL

A JUSSIEU A L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION
SYNDICALE DES ETUDIANTS ALGERIENS DE PARIS

Depuis quelques semaines des grèves des manifestations, se déroulent à Tizi-Ouzou. Les étudiants ont posé clairement leurs revendications :

- Reconnaissance de la langue et du patrimoine berbère
- liberté d'expression, d'opinion, d'information.

Ce mouvement a été très vite soutenu par la population. Un élan de solidarité s'est développé dans toute la kabylie et dans d'autres villes du pays (Alger, Annaba, Batna...).

Durant la manifestation, le pouvoir est intervenu pour effectuer de nombreuses arrestations.

La presse française a loguement rapporté ces événements et le caractère répressif de l'intervention du pouvoir.

- 1°) Nous décidons d'informer l'ensemble des étudiants, des travailleurs, de la gravité de la situation.
- 2°) Nous dénonçons les méthodes policières utilisées contre les manifestations. Les intimidations, les menaces d'atteinte à la sureté intérieure de l'état.
- 3°) Nous exigeons la libération immédiate de tous les étudiants, travailleurs emprisonnés.
- 4°) Nous nous adressons à tous les syndicats, les associations, les organisations ouvrières, démocratiques, pour organiser la lutte unitaire pour arracher la libération de tous les emprisonnés.
- 5°) Nous décidons d'organiser une délégation à l'ambassade d'Algérie le vendredi 25 Avril à 13 heures.
- 6°) Nous décidons, pour que l'unité la plus large soit réalisée, d'aller cette semaine en délégation demander le soutien et la participation de la CFDT, de la FEN, de la CGT-FO, de la CGT, du PC, du PS, de la ligue des droits de l'homme de l'UNEF renouveau.

D'ors et déjà, le MAS, l'UNEF/US, le CNIDREA, l'AESF, le MASE, le Comité pour les Droits Culturels en Algérie, l'Union du Peuple Amazih et l'ASFAP apportent leur soutien et participation à la délégation à l'ambassade. (Parid le 18 Avril 1980.)

LA DELEGATION DU 25 AVRIL A L'AMBASSADE.

Le rassemblement à l'ambassade d' algérie regroupant 150 personnes, dont le CNIDREA, la FEN, l'UNEF/US, l'AESF, l'ASEAP, le comité culturel en tant qu'organisateur. Ce rassemblement a dégagé une délégation formée par les représentants des organisations pour porter les revendications des étudiants à l'ambassade, représentant du gouvernement algérien. L'ambassade a opposé le service français de l'ordre interdisant l'accès des bâtiments officiels, refusant d'accepter même de recevoir les revendications écrites des étudiants. C'est un refus pour casser la mobilisation, mais l'ambassade n'est pas l'objectif des étudiants.

Nous n'avons rien à attendre du gouvernement. La mobilisation signifie la réponse immédiate des étudiants. L'unité contre le gouvernement. Depuis 62; ce sont des attaques redoublées contre les travailleurs, les étudiants, les droits démocratiques. Aujourd'hui dans l'état de décomposition du pouvoir, l'interdiction d'une conférence a mis à feu et à sang toute une région.

C'est clair la question n'est pas seulement culturelle. Les étudiants ont cette détermination d'arracher leurs revendications. La délégation n'allait pas vers le gouvernement mais contre le gouvernement.

L'ASEAP continue de la lutte des étudiants a d'ores et déjà pris des contacts avec les assemblées générales de plusieurs villes de France. Elle trace les perspectives d'une conférence de tous les étudiants algériens en France pour la constitution de l'association des étudiants de France algériens (ASEAF) comme appui pour aider les étudiants en Algérie à s'organiser d'une manière indépendante et à tenir le premier congrès constitutif du syndicat indépendant et démocratique.

Document : Lettre Ouverte des Etudiants de L'Universuté de Tizi-Ouzou au Président CHADLI.

Nous étudiants du centre universitaire de Tizi-Ouzou, avons l'honneur de venir par la présente, vous rendre compte de la situation qui prévaut au sein de notre université. Tous les efforts que nous avons employés pour combler le vide culturel qui sévit dans notre université depuis son ouverture, n'est pas abouti par cause de blocage de la part des autorités locales.

A maintes reprises, nous nous sommes vue interdire cette initiative d'instaurer un environnement culturel propre à dynamiser le vie universitaire. Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

L'année 77-78: Le comité de cité a invité le chanteur kabyle ATT-Menguellet; celui-ci s'est vu interdire de chanter sans aucune explication.

L'année 78-79 : Le 19 Mai 1979, la troupe théâtrale de la cité s'est vue interdire la représentation de la pièce de K.Yacine "la guerre de deux mille ans". La même pièce a subi le même blocage, le 24 Janvier 1980 avec menaces contre les acteurs.

Le comité de cité a invité M.Mammeri pour donner une conférence, "Poèmes Kabyles Anciens" (10 Mars 80, 14 Heures). Malgré les obstructions du directeur du centre universitaire plus d'un millier de personnes attendent dans le calme, le début de la conférence. A 13h.30 M.Mammeri est arrêté à Drâa Ben-Khedda par un fort barrage de police et est conduit au siège de la Wilaya, non sans avoir été délesté de ses papiers.

Prétextant des troubles éventuels, le secrétaire général de la Wilaya Mr. Diar, pria Mr. Mammeri de retourner chez lui. Cet acte a provoqué le 11 Mars 80, une marche massive d'étudiants à laquelle se sont joints des enseignants, sur les différentes instances de la Wilaya.

L'ensemble des manifestants a dénoncé :

- Interdiction de la conférence
- La répression contre la culture berbère
- L'abus du pouvoir du Wali et du C.N.P.
- Le quadrillage policier de l'université.

Nous considérons que ces actes portent atteintes aux textes de la Charte Nationale, à la constitution, ainsi qu'aux orientations socialistes de notre pays. Nous condamnons tous ceux qui veulent dénaturer notre mouvement et lui donner une interprétation erronée (notamment les inscriptions sur les murs de la ville.

En conséquence nous exigeons :

- Le rétablissement de la conférence
- Le rétablissement dans ses droits légitimes de la langue et de la culture berbère.
- Le respect des "franchises" universitaires.
- Le respect des libertés démocratiques au sein de notre université.

LETTRE OUVERTE AU :

- | | |
|-----------------------------|---------------------------------------------|
| -Président de la République | -Ministre du M.E.S.R.S. |
| -Président de l'A.N.P. | -Ministre de l'information et de la culture |
| -Coordinateur du F.L.N. | -Ministre de l'intérieur |
| -Ministre de l'Education | -Secrétaire général de l'U.N.J.A. |
| - | Secrétaire général de l'U.G.T.A. |

HALTE A LA REPRESSION SANGLANTE EN TUNISIE

Le 17 Avril, à l'aube, le régime de Bourguiba a fait exécuter par pendaison Ahmed MERGHENI, Ezzedine CHERIF et leurs onze camarades, à l'issue d'un procès unique, pour leur participation aux événements de Gafsa.

La situation insurrectionnelle qu'a connue cette ville minière il y a trois mois est indissociable de la situation du pays la grande grève générale de 1978, qui fut réprimée dans le sang par un régime aux abois.

L'exécution des treize de Gafsa vient après l'emprisonnement, la détention, la mort sous la torture de dizaines de responsables et de militants du mouvement ouvrier tunisien.

Les événements de Gafsa, par-delà la forme qu'ils ont revêtue démontrent que le régime Bourguiba n'a pu venir à bout de la volonté des masses de le balayer. Il essaie à nouveau d'y parvenir en faisant assassiner les treize militants pendus le 17 avril.

En France, une campagne unitaire a été engagée par plusieurs organisations, en particulier la LCI, l'OCI, la LCR.

Une manifestation s'est déroulée le mardi 15 Avril devant l'ambassade de Tunisie. Une délégation était reçue pour exiger la vie sauve pour les condamnés.

Le 17, une seconde manifestation était organisée à Paris.

Le dictateur sénile a préféré massacrer.

Mais rien n'empêchera les masses d'abattre le régime sanglant de Bourguiba.

Les 19 et 20 Avril, 173 délégués venus de 12 pays ont participé à Paris, à la conférence européenne pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est. La conférence a pris l'engagement d'arracher la libération de Zadrozynski et d'autres militants.

La conférence a également décidé de défendre les militants de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT) et leur secrétaire général Habib Achour, emprisonnés ou déportés par le régime sanglant de Bourguiba.

Les participants ont aussi déclaré :

"Nous estimons que les droits ouvriers doivent être défendus partout dans le monde, aussi bien qu'en Tunisie, au Brésil, où le gouvernement militaire tente de briser par la force la grève des métallurgistes et d'interdire la reconstitution d'un mouvement syndical indépendant ; ou encore au Chili, en Argentine, en Uruguay, et dans la plupart des pays d'Amérique latine où intervient directement la pression impérialiste des U.S.A. (...)

Tribune Algérienne s'associe à ce combat contre Bourguiba et son complice Chadli.